

# Forum européen des comités nationaux des laïcs

Session d'étude ELF Birmingham, 6 – 11 juillet 2010

"Dignité humaine dans une Europe en changement –  
Une réponse chrétienne"



JEUDI, 10 JUILLET 2010

---

## LA PAUVRETÉ EN EUROPE

Lidmila Nemcova, Prague, République tchèque

[lidmila.nemcova@quick.cz](mailto:lidmila.nemcova@quick.cz)

### L'année 2010 de la lutte contre la pauvreté (ALP) et l'exclusion sociale

Chaque année l'Union Européenne déclare un thème spéciale qui mérite l'attention et la sensibilisation. Pour 2010 cette thème est dédiée a la lutte contre la pauvreté (ALP) et l'exclusion sociale. Tous les états – membres de l'Union ont présentés cette idée en accentuant les problèmes spécifiques nationaux. Par exemple en Tchéquie on a proclamée cette année en présence du commissaire tchèque (en ce temps-la) responsable pour les affaires sociales – M. Spidla. J'ai assisté activement a cette ouverture officielle a Prague.

Le but de l'Année est d'intensifier la sensibilité de la population au phénomène de la pauvreté en créant les conditions nécessaires pour minimaliser la pauvreté - y compris les programmes sociaux orientés vers l'intégration sociale en Europe. Les NGO doivent jouer un rôle important dans la campagne.

En 2008 17% de la population dans l'UE27 était menacée de pauvreté, risque de pauvreté était plus élevé chez les enfants et chez les personnes âgées. On sait que les buts de l'Europe unifiée ne peuvent pas être seulement matériels mais aussi spirituels et sociales. Il y en a beaucoup de documents – p. ex. la stratégie de Lisbonne et les autres visions stratégiques. Il ne faut pas oublier que la majorité des instruments existe déjà au niveau national, mais les gens attendent une aide directe de l'Union Européenne aussi. En plus la crise globale économique et financière de nos jours exige auprès de tous les états – membres de l'UE de réfléchir sérieusement comment sortir de cette situation désagréable. Il nous faut accentuer, que la crise se manifeste très fortement dans les domaines sociaux.

Pour décrire et pour comprendre la situation on peut présenter les données et les indicateurs (baromètres) de l'EUROSTAT basées sur les recherches spéciales. Ainsi on peut déchiffrer les tendances de la pauvreté en Europe.

*En 2008, 17% de la population de l'UE27 était menacée de pauvreté, ce qui signifie que ses revenus après transferts sociaux se situaient au dessous du seuil de pauvreté. Depuis 2005, le taux de risque de pauvreté dans l'UE27 a été relativement stable, variant entre 16% et 17%.*

*Les taux de risque de pauvreté les plus élevés ont été observés en 2008 en **Lettonie** (26%), en **Roumanie** (23%), en **Bulgarie** (21%) ainsi qu'en **Grèce**, en **Espagne** et en **Lituanie** (20% chacun), et les plus faibles en **République tchèque** (9%), aux **Pays-Bas** et en **Slovaquie** (11% chacun) ainsi qu'au **Danemark**, en **Hongrie**, en **Autriche**, en **Slovénie** et en **Suède** (12% chacun).*

---

Il est important de noter que le taux de risque de pauvreté est une mesure relative de la pauvreté et que le seuil de pauvreté varie fortement d'un État membre à l'autre.

Ce communiqué de presse, basé sur des données issues de l'enquête EU-SILC2, est publié par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, à l'occasion de la conférence inaugurale de **l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**<sup>3</sup> organisée le 21 janvier 2010 à **Madrid** par la Commission européenne et la Présidence espagnole de l'UE.

### **Un enfant sur cinq est menacé de pauvreté dans l'UE27**

Dans vingt des vingt-sept États membres, le taux de risque de pauvreté était plus élevé pour les enfants que pour la population totale. En 2008, le taux de risque de pauvreté des enfants âgés de 0 à 17 ans était de 20% dans l'UE27. Les taux les plus élevés étaient enregistrés en **Roumanie** (33%), en **Bulgarie** (26%), en **Italie** et en **Lettonie** (25% chacun), et les plus faibles au **Danemark** (9%) ainsi qu'en **Slovénie** et en **Finlande** (12% chacun).

Les personnes âgées sont également exposées à un risque de pauvreté plus élevé que celui de la population totale. En 2008, le taux de risque de pauvreté des personnes âgées de 65 ans ou plus était de 19% dans l'UE27. Les taux les plus forts étaient observés en **Lettonie** (51%), à **Chypre** (49%), en **Estonie** (39%) et en **Bulgarie** (34%), et les plus faibles en **Hongrie** (4%), au **Luxembourg** (5%) et en **République tchèque** (7%).

Le fait d'avoir un emploi réduit sensiblement le risque de pauvreté. En 2008, le taux de risque de pauvreté de la population ayant un emploi était de 8% en moyenne dans l'UE27, s'échelonnant de 4% en **République tchèque** à 17% en **Roumanie**.

### **Taux de privation matérielle les plus élevés en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Lettonie**

Afin de dresser un tableau plus large de l'exclusion sociale dans l'UE, il est possible de compléter le taux de risque de pauvreté, qui est une mesure relative, par le taux de privation matérielle, qui mesure l'exclusion sociale en termes plus absolus. Le taux de privation matérielle se définit comme l'absence non voulue d'au moins trois éléments matériels parmi neuf<sup>4</sup>. Selon cette définition, 17% de la population de l'UE27 se trouvait en situation de privation matérielle en 2008. Les niveaux les plus élevés étaient enregistrés en **Bulgarie** (51%), en **Roumanie** (50%), en **Hongrie** (37%) et en **Lettonie** (35%), et les plus bas à **Luxembourg** (4%) ainsi qu'aux **Pays-Bas** et en **Suède** (5% chacun).

L'examen de certains des éléments caractérisant la privation matérielle montre qu'en 2008, 37% de la population de l'UE27 n'avait pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile, 10% n'avait pas les moyens de chauffer convenablement son domicile, 9% n'avait pas les moyens de s'offrir tous les deux jours un repas composé de viande, de poulet ou de poisson et 9% n'avait pas les moyens de s'offrir une voiture personnelle.

1. Le seuil national de risque de pauvreté est fixé à 60% du revenu médian national par équivalent-adulte. Le **revenu médian** partage la population totale en deux parties égales. Le **revenu par équivalent-adulte** est calculé en divisant le revenu total du ménage par sa taille, déterminée par l'application des pondérations suivantes: 1,0 au premier adulte, 0,5 aux autres membres du ménage âgés de 14 ans ou plus et 0,3 à chaque membre du ménage âgé de moins de 14 ans. Le **revenu disponible total du ménage** est l'ensemble des revenus monétaires nets perçus par le ménage et par ses membres, à savoir tous les revenus du travail, les revenus privés issus des investissements et de la propriété ainsi que tous les transferts sociaux perçus directement (y compris les pensions de vieillesse), déduction faite des impôts et cotisations sociales versés. En revanche, ne sont pas pris en compte les transferts sociaux indirects, les paiements d'intérêts sur emprunts, les transferts versés à d'autres ménages, les revenus en nature et les loyers imputés des logements occupés par leurs propriétaires.

La période de référence des revenus est l'année 2007 pour tous les États membres à l'exception du Royaume-Uni où la période de référence des revenus est l'année 2008, et de l'Irlande où l'enquête étant continue, le revenu considéré est celui des douze derniers mois.

---

2. L'enquête **EU-SILC** est la source de référence de l'UE pour les statistiques comparatives sur la répartition des revenus et l'exclusion sociale. Le site web d'Eurostat fournit plus d'informations à ce sujet:

**[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/url/page/PGP\\_DS\\_LIVING\\_CONDITIONS/PGE\\_DS\\_LIVING\\_CONDITIONS](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/url/page/PGP_DS_LIVING_CONDITIONS/PGE_DS_LIVING_CONDITIONS)**

La population de référence comprend l'ensemble des ménages privés et de leurs membres actuels résidant sur le territoire de l'État membre à la date de la collecte des données. De façon générale, sont exclues de la population cible les personnes vivant dans des ménages collectifs et dans des institutions ainsi que celles vivant dans des zones réduites et éloignées du territoire national ne représentant pas plus de 2% de la population nationale.

3. Pour en savoir plus sur l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale:

**<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=637>**

4. Les neuf éléments matériels qui composent cet indicateur sont: la capacité à faire face à une dépense imprévue, la capacité à s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile, l'existence d'arriérés de paiements (remboursements hypothécaires ou loyers, factures courantes, mensualités de location-vente ou autres remboursements d'emprunts), la capacité à s'offrir un repas composé de viande, de poulet ou de poisson (ou équivalent végétarien) tous les deux jours, la capacité à chauffer convenablement son domicile, la possession d'un lave-linge, la possession d'un téléviseur couleur, la possession d'un téléphone et la possession d'une voiture personnelle.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat Johan WULLT**

**Tél: +352-4301-33 444 [eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)**

Pour de plus amples informations sur les données: **Pascal WOLFF Tél: +352-4301-33 660 [pascal.wolff@ec.europa.eu](mailto:pascal.wolff@ec.europa.eu)**

Les communiqués de presse d'Eurostat sur internet: **<http://ec.europa.eu/eurostat>**[PDF]

## **Le commentaire des seuils de pauvreté**

Les gens les plus menacés

Le chômage – a longue durée, structurel ;

- les jeunes après la fin des études,
- les familles monoparentales,
- les invalides,
- les gens avec la qualification basse,
- les minorités,
- les migrants

Les gens pauvres malgré le travail – très menacés par le chômage

surtout dans les pays de l'Ouest, très souvent les femmes qui refusent un soutien officiel

## **Quelques remarques**

Vous êtes toujours pauvre ou bien working poor – dans une certaine société concrète. Votre situation est pire que celle de la majorité de la société.

Quelle est la solution possible aux niveaux différents ?

---

1) la sensibilisation du problème: c'est une question très importante, aussi philosophique, il faut chercher le consensus dans la société. Il faut convaincre les gens que l'approche active pour guérir la pauvreté n'est pas utile seulement pour les individus touchés, mais au contraire pour toute la société. Il faut créer le climat de solidarité dans la société. Si l'on veut se prononcer pour la solidarité et influencer les lois et les règles du budget national (les impôts y compris), il faut travailler aussi avec les représentants des partis politiques, syndicats et ONGs.

Il faut expliquer que les gens exclus ou bien working poor se trouvent dans leur situation très souvent sans leur propre faute bien que les libéraux disent que ces gens ne veulent pas travailler, qu'ils sont paresseux (fainéants). Chacun peut tomber dans le réseau des pauvres (même les riches – exemple !). Notre tâche est d'aider pour sortir de la situation désagréable.

2) les réserves dans la société : Il faut chercher et trouver les réserves dans la société (p.ex. la lutte contre la corruption, l'effectivité de l'administration publique, les projets économiques qui sont très souvent mal utilisés, ils sont pour le profit des riches mais pas pour le bien commun – on pourrait donner bien des exemples). On parle sur l'effectivité des moyens qui sont versés pour les services sociaux – ces moyens doivent être utilisés pour leurs buts bien déterminés.

3) prévention :

4) importance des organisations avec le but non lucratif – leur but n'est pas le profit mais l'aide. Ces organisations existent dans la Rép. Tchèque (je suis co-fondatrice de réseau EAPN en Tchéquie – aujourd'hui 16 organisations prennent part dans ce réseau y compris KAP). Très souvent il s'agit de travail volontaire.

Permettez-moi de vous présenter des **exemples des projets actifs selon le programme de l'Année contre la pauvreté 2010 en Tchéquie**.

Ces projets veulent aider aux gens stigmatisés par la pauvreté et qui se trouvent dans une exclusion sociale. Ces projets ont pour leur but aussi la lutte contre les stéréotypes lesquels existent dans la société (p.ex. les gypsies – tziganes) :

- a) sensibilisation pour la question de la pauvreté (conférences, séminaires, publication) ;
  - b) prévention des surdettements entre la population (campagne dans les médias, consultations, analyses des raisons dans les régions, villes etc., rencontres et discussions avec les chômeurs) ;
  - c) aide aux gens qui ont quitté la prison et aux enfants des maisons d'enfants – surtout dans le domaine de know how financière (finanční gramotnost) ;
  - d) prévention contre le surdettement et la formation en know how financier (finanční gramotnost) chez les chômeurs dans la région minière (Moravie de Nord pres d'Ostrava) ;
  - e) intégration sociale dans la région de Šluknov (Bohème de Nord) extrêmement touché par le chômage ainsi que l'activation de l'administration publique ;
  - f) l'activation des chômeurs à longue durée par l'intermédiaire de volontariat ;
  - g) les projets concernant la minorité de gypsy (tziganes) – funkční gramotnost – dans le domaine du travail, des services, de l'administration publique ;
  - h) aide aux malades psychiques : leur intégration dans le marché de travail ;
  - i) aide aux mères ou pères seuls (sans partenaire) pour augmenter leur compétence nécessaire pour l'intégration au marché du travail.
- f) l'Europe contre la pauvreté - un projet pour la Tchéquie – 14 jours en avril à ce sujet, festival des films, Journée de l'Europe – 9 mai – présentation pour le public des projets des activités de NGO, compétitions pour les enfants, etc..
- g) Spécialement pour working poor : l'enseignement pour les employés (l'état finance une journée de l'enseignement pour augmenter la compétence et qualification) ; par cette façon on aide aux

---

employeurs de ne pas licencier les employés – maintenir l’emploi. Dans le cas si l’on va fermer l’entreprise, les employés seront déjà mieux préparés pour la compétition dans le marché de travail.

## **Le surdettement – le phénomène**

Au cours des dernières années on peut apercevoir un surdettement énorme – presque pathologique – dans les ménages tchèques. Les citoyens s’habituait de prendre les hypothèques, les crédits a longue durée ainsi que les crédits de consommation (spotř.úvěř). Beaucoup de gens ne prennent pas en considération les risques liés avec ces crédits en cas de ne pas pouvoir rembourser les dettes. La maladie, le licenciement, la crise financière, le chute des banques etc.

En 2009 il y avait presque un demi-million sont mis aux exécutions). C’est pourquoi on peut dire que le surdettement peut mener jusqu’à la pauvreté et même être sans domicile, devenir clochard.. Quelles sont les raisons ? Pourquoi EAPN tchèque considère-il ce phénomène comme très grave et pourquoi veut-il améliorer la situation a cet égard ? Il y a beaucoup de raisons :

1. L’achat au crédit a ses racines dans le style de vie de la société moderne de consommation – surtout après la Deuxième guerre mondiale.
2. Dans la République Tchèque le capitalisme était re-introduit après 1989 dans le cadre des changements politiques, sociales et économiques. Successivement les valeurs humaines étaient sous-estimées au profit des atouts matériels. *Carpe diem* est devenu comme slogan principal – sans réfléchir sur le futur et sans prendre en considération le principe de précaution (precautionary principle). Le proverbe dit : La prudence est la mère de la sureté. On peut y ajouter aussi un phénomène - de vivre sans responsabilité.
3. Les banques et les autres institutions financières ainsi que les individus prêtent aux intérêts très hauts et aux conditions défavorables. C’est pourquoi les gens utilisent les nouveaux prêts pour pouvoir payer les dettes précédentes. Pour analyser le comportement des institutions on a introduit l’indice de requin (shark index). L’indice analyse les conditions accordées aux prêtees.
4. Il faut éviter « le piège de dette ».

Pour sortir du piège de dette EAPN a préparé un paquet lequel peut aider améliorer la situation..

Je vais citer quelques unes :

L’éducation financière. Le fait de savoir financier pour la population. (gramotnost)

Les consultations financières.

La régulation des réclames.

L’introduction des lois respectives.

La lutte contre l’usure et la spéculation. Prêtes d’usure.

L’introduction des crédits sociaux.

Le code d’éthique.

Les impulsions pour économiser l’argent (pour épargner).

Le registre des débiteurs et les créditeurs.

Garantie des pensions.

## **Conclusion**

La richesse de l’Europe n’est pas utilisé pour les gens pauvres. En Europe on peut observer les changements et la déformation du marché de travail, le chômage et le risque de pauvreté augmentent,

---

le nombre des pauvres malgré le travail augmente, les différents types des contrats de travail existent, incertitude sociale, incertitude d'emploi, les salaires baissent ainsi que le niveau de vie, les conditions de travail sont menacées. Les avantages sociaux sont supprimés. Il est très difficile d'harmoniser la vie familiale ou personnelle avec l'emploi. La situation des migrants présente aussi les problèmes graves, parce qu'ils sont touchés par la crise.

Il est très important de ne pas seulement décrire la situation actuelle (**voir !**), mais il faut aussi **juger et agir** ! Les visions sont nécessaires. Dans ce contexte-ci je voudrais bien mentionner la doctrine sociale de l'Église laquelle peut nous servir comme une base pour notre réflexion et pour notre engagement. Permettez-moi de citer seulement «en deux mots» les principes essentiels : la dignité de l'homme, l'Économie doit servir à l'homme, tous les gens sont égaux, solidarité, justice, subsidiarité, le bien commun, nécessité de prendre en considération les pauvres et les hommes les plus menacés.

L'organisation internationale MTCE-EBCA a exprimé ses exigences pour une Europe sociale, équitable et solidaire dans son Livre blanc. Les Fora sociaux sont organisés comme une alternative au Forum économique mondial. On peut trouver une gamme des propositions des ONGs à partir de la demande révolutionnaire jusqu'au plus libérales. Ils exigent la nationalisation des banques et de l'industrie, le contrôle des entreprises par les travailleurs, l'augmentation de l'importance des syndicats, le dialogue sociale, les salaires justes et dignes, plus d'emploi, la redistribution du revenu plus juste. Au contraire les représentants de l'Europe ont pris la décision qu'il faut stabiliser et consolider les budgets nationaux, qu'il faut économiser des dépenses, mais c'est aux états membres comment et quand ils vont le faire et imposer jusqu'à l'année 2012. Les États ne sont pas capables de prendre la décision commune, d'autre part les travailleurs ne sont pas capables d'imposer une approche unie et demander la redistribution du profit juste. (Paradoxe: Dans les pays ex-socialistes les gens veulent garder les avantages sociaux, mais ils votent pour les partis de droite.)

En Tchéquie – mais aussi dans les autres pays de l'Europe – on prépare une série des réformes libérales, p. ex. :

- la réforme de retraites y compris le changement de l'âge pour toucher la pension (aller plus tard à la retraite) et l'introduction des fonds privés,
- la réforme de santé publique (vers la privatisation),
- la réforme des impôts,
- la restriction des subventions sociales,
- la préparation de la législation concernant le travail et du Code civil (en favorisant les intérêts des entrepreneurs).

**On a besoin pour le futur de trouver ensemble un modèle social de l'Europe juste et digne. Il y a beaucoup des chemins et moyens alternatifs, mais à la base de consensus et du dialogue social nous pouvons gagner des bons résultats.**

---